

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 JANVIER 1924

Projet de loi sur la procédure par défaut devant la juridiction militaire (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE LA JUSTICE
ET DE LA LÉGISLATION CIVILE ET CRIMINELLE (2), PAR M. CRICK.

MESSIEURS,

Au cours de la séance de la Chambre des Représentants du 8 mars 1870, M. Thonissen, parlant à propos du Code de procédure militaire du 20 juillet 1814, disait ce qui suit :

« Il est à peu près complètement dépourvu des garanties exigées par la science moderne du droit ; il est, par certains côtés, ridicule ; par d'autres, odieux. »

Il émettait en outre, avec force, le vœu de le voir reviser dans le plus bref délai possible.

Après plus d'un demi-siècle, ce vœu est loin d'être réalisé.

On ne peut que le déplorer et exprimer l'espoir que bientôt le législateur saisira une occasion favorable pour entamer une étude d'ensemble portant sur la revision des dispositions du Code de procédure du 20 juillet 1814 et réaliser, enfin, une œuvre complète, coordonnée et définitive, dans l'ordre d'idées qui nous occupe. La chose est nécessaire et urgente. Nous nous trouvons en présence d'une lacune immense et déplorable.

Il faut que l'examen entrepris en 1899 du projet de Code de procédure pénale élaboré par une Commission spéciale et qui a abouti au vote des deux premiers Titres de celui-ci (c'est-à-dire ceux relatifs à la compétence et à l'organisation

(1) Projet de loi, n° 20.

(2) La Commission, présidée par M. BRUNET, était composée de MM. BEGEREM, COLLEAUX, CRICK, DE BUE, DEJARDIN, DE SÉLYS-LONGCHAMPS, DRÈZE, LÉBEAU, MABILLE, NEVEN, PIRARD (HENRI), PONCELET, SOUDAN, TSCHOFFEN et VAN DIEVOET.

judiciaire) soit achevé de façon à ce que les règles suivies jusqu'à présent en matière de procédure proprement dite devant les tribunaux militaires fussent remplacées par d'autres plus conformes aux nécessités et s'inspirant du souci d'une bonne administration de la justice.

Il y a trop d'obscurités. Les incertitudes d'interprétation sont nombreuses et des controverses irritantes voient le jour et énervent l'action publique.

Le projet de loi soumis à vos délibérations apporte, dans une faible mesure, quelques atténuations aux inconvénients dont il vient d'être question.

La Commission de la Justice, tout en souhaitant qu'une réforme complète vous soit soumise dans un domaine où tant de réformes sont impatiemment attendues, s'est ralliée à l'unanimité au principe du projet de loi.

Elle a cependant estimé devoir vous proposer quelques modifications au libellé des articles 4 et 6.

1° En ce qui concerne l'article 4.

Deux situations sont à envisager :

A. — Le militaire à qui une signification doit être faite est présent à son corps ou se rend dans un établissement ou organisation militaire où il est journellement appelé à remplir une fonction ou emploi.

Il est simple et il sera souvent plus expéditif de permettre à l'officier ministériel chargé de faire la signification, de remplir sa mission exclusivement dans l'endroit où le militaire se trouve habituellement et obligatoirement. Ce sont ces considérations qui ont guidé les membres de la Commission de la Justice, quand elle vous propose la suppression de la faculté de signification prévue dans le texte du Gouvernement, soit dans l'habitation déclarée, soit à l'adresse donnée par les militaires qui doivent être présents à leur unité.

B. — Le militaire à qui signification doit être faite ne se trouve pas dans les conditions énoncées en *A* ci-dessus. Il est absent de son corps ou de son service, soit illégalement, soit par congé illimité, soit par congé limité, soit par congé régulier.

Dans ce cas l'officier ministériel fera la signification au chef de corps qui lui fera parvenir l'acte au dernier domicile connu du militaire ainsi que, si la chose est nécessaire, à la résidence désignée par lui au moment de son envoi en congé illimité, de son congé limité ou de son congé régulier. S'il s'agit d'un militaire absent illégalement, la signification sera faite à son dernier domicile.

Le recours aux ordres journaliers constitue un moyen de publicité illusoire. En principe, ceux-ci doivent être portés à la connaissance de toute la troupe; en réalité, il n'en est rien. La Commission de la Justice estime qu'il est superflu de s'attacher à des formalités sans portée pratique.

2° En ce qui concerne l'article 6.

Par suite de l'avance rapide des armées ennemies, en Août, Septembre et Octobre 1914, le plus grand nombre de crimes et de délits ont été commis sur les quelques kilomètres carrés de territoire que notre vaillante armée était parvenue à préserver de la souillure des hordes allemandes,

Donc la presque totalité des oppositions seront portées devant le Conseil de guerre permanent de la Flandre Occidentale, si le texte du Gouvernement était adopté *ne varietur*.

La Commission de la Justice tenant compte de cette situation a substitué, en ce qui concerne les crimes et les délits commis sur le territoire du Royaume au système du lieu « du crime ou du délit » pour déterminer le Conseil de guerre permanent devant lequel l'opposition doit être portée, celui de « l'immatriculation » du délinquant dans une division d'armée au moment où il commettait le crime ou le délit.

Ainsi, comme avant la guerre, il y avait, en fait, le recrutement régional ; les militaires auront plus de facilités pour remplir les formalités d'opposition. Rendus à la vie civile, ils résident pour la majeure partie dans la province où la D. A. à laquelle ils ont appartenus en temps de guerre a sa garnison du temps de paix. Ils ne sont pas éloignés du siège du conseil de guerre fonctionnant auprès de celle-ci.

De plus, le système de la Commission de la justice évite l'encombrement probable du conseil de guerre de la Flandre occidentale.

Toutefois, certains militaires appartenaient pendant la guerre à ce qu'on appelait « les troupes d'armée » et dépendaient directement du G. Q. G. Ils étaient justiciables du conseil de guerre en campagne institué près de cet organisme. Les unités de cavalerie formaient au cours des hostilités une division qui avait, elle aussi, son conseil de guerre spécial.

Ces deux tribunaux militaires n'ont pas survécu aux événements de 1914-1918.

Il fallait, par conséquent, dans le système de la Commission, insérer une disposition concernant les opposants jugés par les conseils de guerre du G. Q. G. et la D. C.

La Commission vous propose de porter les oppositions à faire aux jugements rendus par ces conseils de guerre devant le conseil de guerre du Brabant, tout comme pour les délits ou les crimes commis hors du Royaume et jugés par des conseils de guerre ayant siégés hors des limites du Royaume.

Le Rapporteur,
MAURICE CRICK.

Le Président,
ÉMILE BRUNET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 JANUARI 1921.

Wetsontwerp betreffende de rechtspleging bij verstek
voor de militaire rechtsmacht ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE EN DE BURGER-
EN STRAFRECHTELIJKE WETGEVING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER CRICK.

MIJNE HEEREN,

Sprekende over het wetboek van militaire straffordering van 20 Juli 1814, zegde Thonissen, in de vergadering van de Kamer der Volksvertegenwoordigers d. d. 8 Maart 1870, dat « het nagenoeg geheel ontbloot is van de waarborgen welke door de huidige rechtswetenschap worden vereischt; dat het, eenerzijds, belachelijk en, anderzijds, afschuwelijk is. »

Darenboven drukte hij krachtadig den wensch uit, dat het zoodra mogelijk zou herzien worden.

Na eene halve eeuw en nog wat, is deze wensch nog ver van verwezenlijkt te zijn.

Men kan niet anders dan zulks betreuren, met de hoop dat eerlang de wetgever een gunstige gelegenheid zal waarnemen om de herziening der bepalingen van het Strafforderingswetboek van 20 Juli 1814 volledig te bestudeeren en, eindelijk, ons een volledig, samengeordend en definitief werk daar te stellen in den zin van het onderhavige ontwerp. Dit is noodzakelijk en hoogdringend. Wij staan tegenover eene overgroote en betreurenswaardige leemte.

Het in 1899 ondernomen onderzoek van het ontwerp van Strafforderingswet-

(1) Wetsontwerp, n° 20.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer BRUNET, bestond uit de heeren BEGEREM, COLLEAUX, CRICK, DE BUE, DEJARDIN, DE SÈLYS-LONGCHAMPS, DRÈZE, LEBEAU, MABILLE, NEVEN, PIRARD (HENRI), PONCELET, SOUDAN, TSCHOFFEN en VAN DIEVOET.

boek, uitgaande van eene Bijzondere Commissie en eindigende met de aanneming der eerste twee Titels daarvan (te weten, die betreffende de bevoegdheid en rechterlijke inrichting), moet zoodanig voltooid worden dat de tot nog toe gevolgde regelen, in zake de eigenlijk gezegde rechtspleging voor de militair rechtbanken, vervangen worden door andere die beter passen bij de noodwendigheden en die ingegeven worden door de bezorgdheid om een goed beleid der justitie.

Er zijn veel te veel duistere plaatsen in. De onzekerheden van verklaring zijn talrijk; prikkelende twistpunten dagen op en verlammen de openbare rechtvordering.

Het onderhavige wetsontwerp verzacht deze bezwaren op eene gematigde wijze.

De Commissie voor de Justitie, die wel wenscht dat eene volledige hervorming aan uwe behandelingen worde onderworpen in een gebied waar zooveel hervormingen met ongeduld worden verwacht, heeft zich eenparig met het beginsel van het wetsontwerp vereenigd.

Zij was echter van gevoelen, eenige wijzigingen in den tekst der artikelen 4 en 6 te moeten voorstellen.

1^o Artikel 4.

Twee toestanden moeten in aanmerking komen :

A. — Ofwel is de militair, aan wien eene beteekening moet gedaan worden, in zijn korps aanwezig of hij begeeft zich in een militaire instelling of inrichting waar hij dagelijks geroepen is om eene betrekking of eene bediening te vervullen.

Het is eenvoudig en het zal soms veel sneller gaan, aan den openbaren ambtenaar, met de beteekening belast, toe te laten zijne taak uitsluitend te vervullen ter plaatse waar de militair zich gewoonlijk en verplichtend bevindt. Het zijn deze beschouwingen, welke de leden van de Commissie van de Justitie geleid hebben, wanneer zij u voorstelt de in den Regeringstekst voorziene machtiging om te dagvaarden af te schaffen, hetzij in de aangegeven woning, hetzij aan het adres opgegeven door de militairen die in hunne eenheid moeten aanwezig zijn.

B. — De militair, aan wien de beteekening moet gedaan worden, bevindt zich niet in de onder A) hierboven vermelde voorwaarden. Hij is afwezig in zijn korps of in zijn dienst, hetzij onwettig, hetzij met onbepaald verlof, hetzij met regelmatig verlof.

In dit geval wordt de beteekening door den openbaren ambtenaar gedaan aan den korpsverste die hem de akte zendt aan de laatstgekende woonplaats van den militair, alsmede, desgevallend, aan de woonplaats door hem aangewezen op het oogenblik dat hij met onbepaald, met bepaald of met regelmatig verlof werd weggezonden. Geldt het een militaire die onwettig afwezig is, dan wordt de beteekening gedaan aan zijne laatstgekende woonplaats.

De vermeldingen in de dagorder is eene nuttelooze bekendmaking. In beginsel moet daarvan kennis gegeven worden aan geheel de troep; feitelijk komt daar echter niets van. De Commissie voor de Justitie is van gevoelen dat het overbodig is vormvereischen zonder practisch gevolg te handhaven.

2^o Artikel 6.

Ten gevolge van den snellen vooruitgang der vijandelijke legers in Augustus, September en October 1914, werd het grootste getal misdaden en vergripen gepleegd op de enkele vierkante kilometer gronds, welke ons dapper leger tegen de bezoedeling der Duitse horden had kunnen bewaren.

Werd de tekst der Regeering onveranderd aangenomen, dan schijnt schier altijd het verzet aangebracht te worden voor den bestendigen Krijgsraad van West-Vlaanderen.

Wat betreft de misdaden en vergripen op het grondgebied des Rijks gepleegd, heeft de Commissie voor de Justitie, rekening houdend met dezen toestand, de regeling, volgens dewelke het verzet aangebracht wordt voor den bestendigen Krijgsraad der plaats waar « de misdaad of het vergrijp » geschiedde, vervangen door de regeling naar de legerdivisie, waartoe de overtreder behoorde op het oogenblik dat hij de misdaad of het vergrijp pleegde.

Dus bestond er inderdaad, evenals vóór den oorlog, de gewestelijke aanwerving; het zal de militairen gemakkelijker zijn om de formaliteiten van verzet te vervullen. Teruggekeerd in het burgerleven, blijven zij voor het meerendeel in de provincie, waarin de L. A. tot dewelke zij hebben behoord, garnizoen houdt in vreedstijd. Zij zijn niet te ver verwijderd van den zetel van den krijgsraad die bij die L. A. werkt.

Bovendien vermijdt het stelsel van de Commissie voor de Justitie de al te groote drukte die er waarschijnlijk voor den krijgsraad van West-Vlaanderen zou ontstaan.

Nochtans behoorden sommige militairen gedurende den oorlog tot wat men noemde « de legertroepen » en hingen rechtstreeks af van het H. K. Zij behooren tot den krijgsraad te velde, ingericht bij dit organisme. De ruitersafdeelingen vormden onder den oorlog eene divisie die ook haar bijzonderen krijgsraad had.

Deze twee rechtbanken verdwenen na de gebeurtenissen van 1914-1918.

Dienvolgens moest men in het stelsel van de Commissie eene bepaling klasschen betreffende degenen die verzet aantekenden en werden gevonnist door de krijgsraden van het H. K. en van de R. D.

De Commissie stelt u voor, de verklaringen van verzet tegen de vonnissen van deze krijgsraden te brengen voor den Krijgsraad van Brabant, zooals gedaan wordt voor de overtredingen of de misdaden bedreven buiten het Rijk en berecht voor de krijgsraden die zetelen buiten de grenzen van het Rijk.

De Verslaggever,
MAURICE CRICK

De Voorzitter,
ÉMILE BRUNET.

ANNEXE AU N° 80

PROJET DE LOI

ET

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION

BIJLAGE VAN N° 80

WETSONTWERP

EN

TEKST DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD

Projet de loi.**Wetsontwerp.****ARTICLE PREMIER.****EERSTE ARTIKEL.**

Le chapitre VII du titre II du code de procédure pour l'armée de terre du 20 juillet 1814 est abrogé et remplacé par les dispositions qui suivent :

Hoofdstuk VII van Titel II van het Wetboek van Strafvordering voor het leger te lande, van 20 Juli 1814, wordt ingetrokken en door de volgende bepalingen vervangen :

ART. 2.**ART. 2.**

Si le prévenu n'a pas comparu devant la commission judiciaire ou s'il est devenu fugitif après sa comparution, il est cité devant le conseil de guerre ou la cour militaire conformément aux règles prescrites pour les tribunaux correctionnels.

Si, légalement cité, il ne comparaît pas, il est jugé par défaut.

Indien de beschuldigde voor de rechterlijke commissie niet verschijnt of, na zijne verschijning, voortvluchtig wordt, wordt hij voor den krijgsraad of het krijgsgerechtshof gedaagd overeenkomstig de regelen in zake boetstraffelijke rechtbanken voorgeschreven.

Indien hij, alhoewel op wettige wijze gedaagd, niet verschijnt, wordt hij bij verstek veroordeeld.

ART. 3.**ART. 3.**

Le jugement ou l'arrêt par défaut est signifié au condamné comme en matière correctionnelle.

Het vonnis of het arrest, bij verstek gewezen, wordt aan den veroordeelde betekend zooals in boetstraffelijke zaken.

ART. 4.**ART. 4.**

Lorsque le prévenu appartient à l'armée, les significations tant de la citation que du jugement ou de l'arrêt peuvent être faites dans l'établissement militaire où il est tenu de résider, dans l'habitation déclarée par lui à l'autorité militaire ou à l'adresse qu'il a indiquée à l'autorité compétente pendant un congé.

Behoort de beschuldigde tot het leger, dan kunnen zoowel dagvaarding als vonnis of arrest betekend worden ter militaire instelling waar hij verblijf heeft te houden, ter woning door hem aan de krijgsoverheid aangegeven, of aan het adres dat hij, tijdens een verlof, aan de bevoegde overheid heeft aangeduid.

Texte proposé par la Commission.**Tekst voorgesteld door de Commissie.****ARTICLE PREMIER.****EERSTE ARTIKEL.**

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

ART. 2.**ART. 2.**

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

ART. 3.**ART. 3.**

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

ART. 4.**ART. 4.**

La signification tant de la citation au prévenu que du jugement ou de l'arrêt est faite dans l'établissement où le militaire est tenu de résider.

Toutefois, si le militaire mis en prévention ou condamné est en congé illimité, en congé limité ou en congé régulier de plus de quarante-huit heures, au moment de la signification de la citation, du jugement ou de l'arrêt,

Zoowel de dagvaarding aan den beschuldigde als het vonnis of het arrest worden beteekend ter militaire instelling, waar de militair verblijf heeft te houden.

Is echter de militair met onbepaald verlof, met bepaald verlof of met behoorlijk verlof van meer dan acht en veertig uren afwezig bij de beteekening van de dagvaarding, van het vonnis of van het arrest, dan wordt die beteekening

Projet de loi.**Wetsontwerp.**

Si le prévenu est en état d'absence illégale, les significations peuvent être faites pour lui au chef de corps, qui les mentionne à l'ordre journalier du corps et en expédie la copie au dernier domicile connu du signifié, par la poste et sous pli recommandé.

ART. 5.

L'opposition est soumise aux formes et délais prescrits en matière correctionnelle. Elle peut être faite aussi dans les mêmes délais, par une déclaration reçue au greffe du conseil de guerre ou de la cour militaire.

Elle produit les mêmes effets qu'en matière correctionnelle.

ART. 6.

Si le jugement par défaut émane d'un conseil de guerre en campagne qui a cessé d'exister, l'opposition est portée devant le conseil de guerre permanent du lieu du crime ou du délit et, si celui-ci a été commis hors du royaume, devant le conseil de guerre du Brabant. Dans le premier cas, l'opposition peut être faite par une déclaration au greffe du conseil de guerre permanent; dans le second, par une déclaration au greffe du conseil de guerre du Brabant.

Is de beschuldigde onwettig afwezig, dan kunnen de hem bestemde beteekeningen worden gedaan bij den korpsoverste, die er melding van maakt in de dagorder van het korps en een afschrift daarvan bij aangeteekend schrijven over de post zendt aan de laatstgekende woonplaats van den gedaagde.

ART. 5.

Voor het verzet gelden de in boetstraffelijke zaken voorgeschreven formaliteiten en termijnen. Het verzet kan ook binnen dezelfde termijnen worden gedaan bij eene verklaring ter griffie van den krijgsraad of van het krijgsgerechtshof.

Het heeft hetzelfde uitwerksel als in boetstraffelijke zaken.

ART. 6.

Werd het vonnis bij verstek gewezen door een krijgsraad te velde die heeft opgehouden te bestaan, dan wordt het verzet gebracht voor den bestendigen krijgsraad der plaats waar de misdaad of het wanbedrijf werden begaan, en, bijaldien deze plaats buiten het Rijk ligt, voor den krijgsraad van Brabant. In eerstbedoeld geval, kan het verzet worden gedaan bij eene verklaring ter griffie van den bestendigen krijgsraad; in het tweede geval, bij eene verklaring ter griffie van den krijgsraad van Brabant.

Texte proposé par la Commission.

celle-ci sera faite au chef de corps qui expédiera la copie lui laissée, par la poste et sous pli recommandé, au dernier domicile connu du militaire ou à la résidence désignée par lui au moment de sa mise ou de son départ en congé.

Si le militaire est en état d'absence illégale, la signification sera faite à son dernier domicile.

En outre les règles du droit commun seront observées.

ART. 5.

Comme ci-contre.

ART. 6.

Si le jugement par défaut émane d'un conseil de guerre institué au cours de la campagne près du G. Q. G., de la D. C. ou d'un conseil de guerre ayant siégé en dehors des frontières du royaume, l'opposition sera portée devant le conseil de guerre du Brabant qui sera saisi par une déclaration faite au greffe.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

gedaan aan den korpsoverste; deze zendt het hem overhandigd afschrift, over de post en bij aangeteekend schrijven, aan de laatstgekende woonplaats van den militair of aan het verblijf, door hem aangewezen wanneer hij vertof bekwaam of met verlof ging.

Indien de militair onwettig afwezig is, wordt de beteekening gedaan aan zijne laatstgekende woonplaats.

Bovendien moeten de regelen van het gemeene recht in acht genomen worden.

ART. 5.

Zooals hiernevens.

ART. 6.

Werd het verstekvonnis gewezen door een krijgsraad, gedurende de campagne ingesteld bij het G. H. K. der D. C., ofwel door een krijgsraad die buiten de grenzen van het Rijk zitting hield, dan wordt het verzèt aangebracht voor den krijgsraad van Brabant; deze neemt daarvan kennis door eene ter griffie gedane verklaring.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 7.

Aucune poursuite par défaut ne peut avoir lieu du chef d'infractions prévues au chapitre VI du code pénal militaire.

ART. 7.

Wegens vergrijpen, bij hoofdstuk VI van het militaire strafwetboek voorzien, is vervolging 'bij verstek niet toegelaten.

Texte proposé par la Commission.

Toutefois l'opposition aux jugements par défaut ayant été prononcés par des conseils de guerre attachés aux divisions d'armée en campagne, sera portée devant le conseil de guerre permanent de la division près laquelle siégeait le tribunal dont la décision est attaquée.

ART. 7.

Comme ci-contre.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Het verzet tegen verstekvonnissen, die werden gewezen door krijgsraden ingesteld bij de legerafdeelingen te velde, wordt echter aangebracht voor den bestendigen krijgsraad der afdeeling, waarbij zitting hield de rechtbank, die de bestreden beslissing heeft gegeven.

ART. 7.

Zooals hiernevens.